



CCI NOUVELLE-AQUITAINE

Pouvoir adjudicateur :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION NOUVELLE-AQUITAINE

2, place de la Bourse

33000 BORDEAUX

MARCHE N°2024-0902

**PRESTATION D'ELABORATION DES COMPTES COMBINES
DE LA CCI NOUVELLE-AQUITAINE**

&

**MISE A DISPOSITION DE L'OUTIL DE CONSOLIDATION
GROUPE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

1.	Objet du marché.....	4
1.1	Prestations objet du marché.....	4
1.2	Détail des prestations	4
2.	Caractéristiques du marché.....	4
2.1	Décomposition en lots	4
2.2	Tranches optionnelles.....	4
2.3	Prise d'effet – durée du marché	5
2.4	Montant maximum du marché.....	5
2.5	Procédure de passation	5
3.	Forme des notifications	5
4.	Réalisation de prestations similaires	6
5.	Documents contractuels du marché	6
6.	Représentation du titulaire et composition de l'équipe	7
7.	Prix.....	7
7.1	Régime réglementaire des prix.....	7
7.2	Montants.....	7
7.3	Type de prix.....	8
8.	Révision des prix	8
8.1	Mois d'établissement des prix	8
8.2	Modalités de révision de prix.....	8
9.	Avances, Acomptes, Délais et conditions de paiement.....	9
9.1	Avances	9
9.2	Acomptes	10
9.3	Délais et conditions de paiement	10
10.	Obligations générales du Titulaire.....	11
11.	Garantie d'éviction	11
12.	Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations	12
13.	Régime de propriété intellectuelle.....	12
13.1	Résultats.....	12
13.2	Connaissances antérieures	13
14.	Opérations de vérification.....	13
15.	Pénalités	14

15.1	Réfaction	14
15.2	Pénalités - Modalités d'application.....	14
15.3	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	14
15.4	Pénalités pour violation des obligations de sécurité, de confidentialité des informations ou des règles de protection des données à caractère personnel	14
15.5	Pénalités pour travail dissimulé	15
16.	Suspension des prestations.....	15
17.	Modification de la situation du titulaire	15
18.	Sous-traitance	16
19.	Confidentialité	16
19.1	Obligations du titulaire	16
19.2	Obligations du pouvoir adjudicateur	17
20.	Responsabilité	17
21.	Remise des attestations	17
22.	Assurance	18
23.	Prolongation des délais d'exécution des prestations	18
24.	Lutte contre la corruption	19
25.	Protection des données à caractère personnel	20
26.	Réversibilité	25
26.1	Réversibilité entrante.....	25
26.2	Réversibilité sortante	25
27.	Résiliation	25
28.	Demandes indemnitaires	26
29.	Juridiction compétente	26
30.	Dérogations au CCAG PI	26

1. Objet du marché

1.1 Prestations objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- L'établissement des comptes combinés annuels de la CCI Nouvelle-Aquitaine jusqu'à l'établissement des états financiers combinés annuels, certifiés par les Commissaires aux comptes.
- La mise à disposition de l'outil de consolidation des comptes pour l'élaboration des consolidations.

1.2 Détail des prestations

Les prestations objet du présent marché seront effectuées conformément aux conditions stipulées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2. Caractéristiques du marché

2.1 Décomposition en lots

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

2.2 Tranches optionnelles

Le présent marché prévoit des options prévues au CCTP. Ces dernières sont susceptibles de s'ajouter, en cours d'exécution du marché, aux prestations commandées de manière ferme.

L'affermissement éventuel des options aura lieu en cours d'exécution du marché et prendra la forme d'un ordre de service.

Conformément à l'article R.2113-6 du Code de la commande publique, l'exécution des tranches optionnelles est subordonnée à la décision de l'acheteur de les affermir. Le pouvoir adjudicateur se réserve ainsi la faculté de ne pas affermir les options. En cas d'attente et/ou de non affermissement des options, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit ni à aucun dédommagement.

2.3 Prise d'effet – durée du marché

Le marché démarre à compter de sa notification pour une durée initiale de 12 mois (un an).

Le pouvoir adjudicateur peut reconduire le marché de manière expresse pour une période de 12 mois, dans la limite de deux reconductions, de telle sorte que la durée totale du marché n'excède pas trois années.

En cas de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire par tous moyens un (1) mois avant l'expiration de chaque période de douze mois. La date anniversaire correspond à la date de notification du marché.

Le titulaire n'est pas autorisé à refuser la reconduction du marché.

La non-reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire est tenu d'exécuter le marché jusqu'à son terme.

Au terme du marché, pour quelque motif que ce soit, le titulaire devra garantir la réversibilité (cf. article 26 du présent CCAP).

2.4 Montant maximum du marché

Le montant maximum HT du marché est de 130 000 € HT sur la durée maximale du marché, périodes de reconduction et de réversibilité comprises.

Le montant maximum est un seuil au-delà duquel le marché prend obligatoirement fin, qu'il soit ou non arrivé à son échéance maximale. Le cas échéant, la cessation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité ni aucun dédommagement au profit du Titulaire.

2.5 Procédure de passation

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée conformément à l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique.

3. Forme des notifications

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/> ou à l'adresse postale ou électronique des parties

mentionnées dans les pièces du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Il est expressément stipulé que la notification du marché s'effectue sur le profil d'acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Par la suite, les échanges entre les Parties relatives à la mise en place et à l'exécution du marché s'effectuent par courriel électronique.

4. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

5. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière remis par le titulaire (bordereau des prix) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) - (Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe, est réputée parfaitement connue des parties) ;
- Le mémoire technique du titulaire

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent. La signature de l'acte d'engagement vaut signature de l'ensemble des pièces contractuelles.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses des documents contractuels, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre de leur énumération. Toutes les clauses formulées dans le mémoire technique du titulaire ainsi que dans ses conditions générales de vente qui seraient contraires aux documents énumérés ci-dessus ne sont pas opposables à la CCI Nouvelle-Aquitaine.

6. Représentation du titulaire et composition de l'équipe

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité du personnel constituant les équipes engagées dans l'exécution des prestations. Après notification du marché, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur les coordonnées des interlocuteurs affectés à l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter par tous moyens, dûment motivé par un défaut ou dysfonctionnement dans l'exécution des prestations ou si la qualité des prestations se révélait insatisfaisante, le remplacement de l'un des personnels. Le titulaire procède alors au remplacement des personnels dans un délai de quinze jours à compter de la demande de remplacement du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'un remplacement du personnel à l'initiative du titulaire, pour quelle que cause que ce soit, ce dernier s'engage à le remplacer par une personne de profil et de compétence équivalente et à assurer sa formation afin de garantir la continuité des présentations prévu au présent marché.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien les délais d'exécution et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

7. Prix

7.1 Régime réglementaire des prix

Le Titulaire certifie que les prix stipulés en annexe à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à la personne responsable du marché, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

7.2 Montants

Les prix des prestations figurent dans le bordereau des prix remis par le titulaire.

Les montants indiqués dans le bordereau des prix s'entendent hors taxes. La TVA est facturée au taux en vigueur. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre des prestations à savoir l'ensemble des moyens et personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité aux prestations nécessaires à l'exécution du présent marché.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, ou dans le cas où le Titulaire recourt à des sous-traitants, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et de contrôle à l'égard des autres membres du groupement et/ou des sous-traitants.

Le Titulaire n'est pas fondé à réclamer un supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens nécessaires à l'exécution des prestations.

La DPGF associée au bordereau des prix est une hypothèse de commande basée sur la durée totale du marché, périodes de reconduction comprises. Cette dernière est non contractuelle et uniquement destinée à permettre la comparaison des prix. Le montant total de la DPGF résulte de la somme des produits des quantités estimées par les prix unitaires et forfaitaires.

7.3 Type de prix

Par dérogation à l'article 10 du CCAG PI, le marché est passé à prix forfaitaires et unitaires et révisibles dans les conditions définies à l'article « Révision des prix » du présent CCAP.

Les prix de chaque tranche optionnelle sont révisibles dans les mêmes conditions.

8. Révision des prix

8.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est fixée la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro.

8.2 Modalités de révision de prix

A l'issue de la première année d'exécution, les prix du marché peuvent être révisés annuellement sur demande justifiée du titulaire et moyennant un préavis de deux mois avant la date anniversaire du marché :

La demande de révision des prix doit parvenir à la CCI Nouvelle au moins 2 (deux) mois avant la date anniversaire de la notification du marché par tout moyen permettant d'en garantir la bonne réception ainsi que la date de celle-ci. En cas de non-respect de ce délai et en cas de reconduction du marché, les prix de l'année N-1 sont reconduits d'office pendant un an.

La demande de révision doit être accompagnée des nouveaux prix, des pièces justificatives ayant servi au calcul des prix révisés et d'une note expliquant l'évolution des prix. Dans le mois suivant la demande de révision, la CCI Nouvelle-Aquitaine transmet par tout moyen son accord ou son refus motivé. Dès la décision d'acceptation, les nouveaux prix sont applicables à compter du lendemain de la date anniversaire de la notification du marché.

La révision des prix se fait par application de la formule suivante, étant entendu qu'elle est plafonnée à 2,5% d'une année sur l'autre :

$$P(n) = P(0) \times [0,15 + (0,85 \times (Sy/Sy0))]$$

Etant entendu que :

$P(n)$ = Prix révisés

$P(0)$ = Prix initiaux fixés dans l'annexe financière et réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est fixée la date limite de remise des offres.

Syn = Valeur de l'indice Syntec du mois n-4 du mois de révision du marché, publié par la Fédération SYNTEC

Syn0 = Valeur de l'indice Syntec du mois n-4 du mois de notification du marché, publié par la Fédération SYNTEC

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Au cas où la parution de cet indice serait suspendue pour une durée supérieure à 6 (six) mois, les parties peuvent convenir de le remplacer par un indice équivalent, pour la durée de la suspension.

Même en l'absence de toute demande de la part du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut d'office procéder à l'application de la formule de révision. Cette décision est notifiée au titulaire du marché, au plus tard dans les 10 (dix) jours ouvrés suivant la date anniversaire de la notification du marché.

9. Avances, Acomptes, Délais et conditions de paiement

9.1 Avances

Sauf renonciation au bénéfice de l'avance, une avance est accordée au Titulaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-15 du Code de la commande publique pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG PI.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Les taux précités sont portés à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique (entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 43 millions d'euros).

L'avance ne constitue pas un paiement définitif, ainsi l'avance versée s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues ultérieurement à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande toutes taxes comprises. En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations

exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 Acomptes

Conformément aux articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique, le Titulaire a droit au versement d'acomptes dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de trois (3) mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans les conditions fixées par les articles R2191-21 et suivants du code de la commande publique. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le versement d'un acompte implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est calculé, pour chacune des prestations concernées par ledit acompte, sur la base des montants figurant à l'annexe financière.

Le montant de chaque acompte est déterminé par la CCI Nouvelle-Aquitaine, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire.

La CCI Nouvelle-Aquitaine peut demander à tout moment au titulaire de lui fournir un décompte cumulé des acomptes versés. Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis et les valide avant de procéder au règlement.

9.3 Délais et conditions de paiement

Les sommes dues en exécution des bons de commandes passés en application du présent marché sont payées conformément aux dispositions R.2192-23 à R.2192-34 du code de la commande publique après l'exécution des prestations et admissions de celles-ci par la CCI Nouvelle-Aquitaine.

Les demandes de paiement font l'objet de factures transmises obligatoirement sur le portail CHORUS et portant, outre les mentions légales et de façon claire et compréhensible, les indications suivantes :

- le numéro de la commande,
- les références du présent marché,
- le libellé de la prestation facturée,
- la raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le détail des prestations,
- la date de facturation,
- les prix hors TVA,

- le montant et le taux de la TVA,
- les prix TTC exprimés en euros.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du Titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire suivant les informations communiquées au sein du RIB transmis par ce dernier.

A l'expiration de la durée maximale du marché, aucun bon de commande ne peut être émis par le pouvoir adjudicateur. En revanche, les bons de commande pourront continuer à être exécutés au-delà de la durée du marché, notamment pour ce qui concerne la réversibilité.

10.Obligations générales du Titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il s'engage, à cet égard, à conseiller et mettre en garde la CCI Nouvelle-Aquitaine sur l'exécution des prestations, ainsi que sur toute évolution nécessaire visant à se conformer à une nouvelle réglementation et/ou améliorer l'exécution des prestations. Il devra alerter la CCI Nouvelle-Aquitaine sur la faisabilité et les limites éventuelles de toutes ses demandes au cours du marché et proposer, le cas échéant, des solutions alternatives.

Le titulaire s'engage à apporter le soin et la diligence nécessaires à l'exécution des prestations confiées en vertu du présent marché le tout dans le respect des usages et des règles de l'art, et ce notamment au regard de son devoir de renseignement, de mise en garde et de conseil.

Les obligations techniques du titulaire sont rappelées dans le CCTP.

11.Garantie d'éviction

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en revendication qui serait intentée par des tiers au motif que tout ou partie des prestations exécutées au titre du marché constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistant revendiqués par des tiers. À ce titre, le titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur pourrait être condamné ou déclaré redevable aux termes d'une décision de justice ou d'autorité administrative ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication.

Dans cette hypothèse, le titulaire s'oblige à remplacer le produit objet du litige par une solution alternative conforme aux spécifications du marché.

12. Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations objet des présentes les personnels disposant des connaissances et compétences nécessaires pour mener à bien les prestations prévues par le marché.

Il confie l'exécution des tâches à du personnel possédant les qualifications professionnelles requises, et s'engage à mettre en place un ou des intervenants compétents dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le personnel du titulaire est placé en toute circonstance sous sa responsabilité hiérarchique et disciplinaire. Le personnel du titulaire assurant la réalisation des prestations ne recevra des directives que du ou des responsables faisant partie du personnel du titulaire. Le titulaire fait sien les problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail et des règles conventionnelles propres à sa branche d'activité ou de société, relatives notamment à la durée du travail, au repos hebdomadaires et éventuellement complémentaires et aux congés annuels ou autres.

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations sont réalisées par des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation en vigueur et notamment des articles L.3243-1 à 5, L.1221-10 à 13, et L.8251- 1 du code du travail. Le titulaire reconnaît que le respect par lui et tout au long du marché, des obligations issues des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail constitue une obligation essentielle d'exécution du marché.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

13. Régime de propriété intellectuelle

13.1 Résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché tels que, notamment, le paramétrage, les bases de données, données et informations, et plus généralement tous les livrables établis dans l'outil.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG PI, le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats au fur et à mesure de leur livraison pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le titulaire du contrat garantit à la CCI Nouvelle-Aquitaine la jouissance pleine, entière et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes dudit contrat.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre

de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

13.2 Connaissances antérieures

Par dérogation à l'article 32 du CCAG PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments préexistants, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché.

13.2.1 Connaissances antérieures du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Les connaissances antérieures mises en œuvre par le titulaire sont clairement identifiées dans le mémoire technique selon qu'elles soient indissociables ou non des résultats. A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Le titulaire s'engage à communiquer au fur et à mesure de l'exécution des prestations les connaissances antérieures utilisées non listées dans le mémoire technique et si elles sont indissociables ou non de l'exploitation des résultats.

En cas de sous-traitance, le contrat liant le titulaire et son sous-traitant, reprendra à l'identique cette clause.

13.2.2 Connaissances antérieures de la CCI Nouvelle-Aquitaine

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature afférents aux connaissances antérieures de la CCI Nouvelle-Aquitaine vers le titulaire.

Celles-ci comprennent notamment l'ensemble des données transmises au titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de la CCI Nouvelle-Aquitaine qu'aux fins de l'exécution du marché.

Si au cours de l'exécution du marché, la CCI Nouvelle-Aquitaine est amenée à communiquer des éléments au titre des connaissances antérieures, elle le précisera par écrit au titulaire.

14. Opérations de vérification

Conformément à l'article 28 du CCAG, la CCI Nouvelle-Aquitaine vérifiera la conformité de chacune des prestations aux dispositions des pièces contractuelles du marché. Les prestations non conformes pourront donner lieu aux réfections et pénalités prévues à l'article 15 du CCAP ou donner lieu à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

15. Pénalités

15.1 Réfaction

Si la CCI Nouvelle-Aquitaine estime que des prestations ne sont exécutées que partiellement, elle peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

15.2 Pénalités - Modalités d'application

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités sont cumulables et s'appliquent sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels la CCI Nouvelle-Aquitaine pourrait prétendre. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans recueil des observations préalables.

La non-facturation des pénalités ne pourra être interprétée comme une renonciation au bénéfice de celles-ci.

L'application des pénalités n'a pas d'effet libératoire. En conséquence, le titulaire reste tenu d'exécuter ses obligations contractuelles.

Le montant des pénalités notifié par la CCI Nouvelle-Aquitaine au titulaire sera déduit sur le montant de la ou des facture(s) suivante(s) émise(s) par le titulaire. En l'absence de facturation, le titulaire émettra un avoir du montant de la pénalité au bénéfice de la CCI Nouvelle-Aquitaine.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'exonération pour les pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités ne pourra excéder 40% du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités sont définies ci-après.

15.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Le délai à respecter doit permettre le processus de certification des comptes, l'arrêté des comptes en commission des finances pour une présentation en Assemblée Générale à partir du 1^{er} juillet.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, au regard des délais d'exécution définis au CCTP, lorsque le délai d'exécution des prestations est dépassé du fait du titulaire, ce dernier encourt une pénalité de 1000 € HT par jour de retard.

15.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité, de confidentialité des informations ou des règles de protection des données à caractère personnel

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG PI :

- En cas de violation par le titulaire de la confidentialité des informations n'impliquant pas des données à caractère personnel, il sera fait application d'une pénalité égale à 5% du montant HT exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.
- En cas de violation par le titulaire des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère confidentiel, il sera fait application d'une pénalité égale à 10% du montant HT exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

15.5 Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. En l'absence de régularisation dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités est à ce titre de 500 euros et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

16.Suspension des prestations

Dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG PI, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est devenue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, la durée du marché est prolongée d'une année égale à la période de suspension. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur ne peut appliquer de pénalités de retard durant cette période. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

17.Modification de la situation du titulaire

Tout transfert de tout ou partie du présent marché, à quelque titre que ce soit, même à titre de transfert universel de patrimoine, et sous quelque forme qu'il intervienne, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, dans le cadre d'une cession d'éléments d'actifs, d'une cession du seul marché, d'un échange, d'un apport en propriété ou en jouissance, d'une fusion ou d'une scission ou d'une opération assimilée, d'une opération emportant transfert universel de patrimoine aboutissant à ce que le présent marché et en conséquence, les bons de commande soient exécutés par une société distincte du titulaire initial, doit être notifié par le titulaire à la CCI Nouvelle-Aquitaine dans un délai de

cinq (5) jours à compter de l'opération entraînant la modification de la situation du titulaire et soumis à son autorisation préalable.

Le nouveau titulaire doit disposer des capacités techniques, professionnelles et financières équivalentes à celles du titulaire initial pour assurer la bonne exécution des prestations prévues au présent marché.

18.Sous-traitance

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement dans les conditions prévues par les articles L. 2193-5 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € HT, le sous-traitant direct du titulaire du marché, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement par ce dernier pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Les demandes de paiement du sous-traitant sont adressées dans les conditions prévues par les articles R. 2193.11 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire demeure en toute hypothèse seul responsable de l'exécution des prestations sous-traitées à l'égard du pouvoir adjudicateur.

19.Confidentialité

19.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à garder confidentielles et à ne pas utiliser, divulguer ou communiquer par quelque moyen que ce soit, toutes les informations écrites ou orales échangées entre les parties à l'occasion de l'exécution du présent marché et notamment tout ou partie du travail effectué dans le cadre des prestations, pendant une durée de deux ans à compter de la fin des présentes quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la confidentialité des informations dont il aura connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché et à ne divulguer les informations confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel impliqués dans la réalisation des prestations prévues au présent marché.

Le titulaire se porte fort du respect par ses préposés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés, de l'obligation de confidentialité visée ci-dessus.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui :

- seraient dans le domaine public ou qui viendraient à y tomber sans que cela résulte de son fait;
- étaient connues de la partie réceptrice avant sa divulgation;

- ont été portées légalement à la connaissance de la partie réceptrice par un tiers non lié par un engagement de confidentialité à l'égard de l'autre partie.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de la CCI Nouvelle-Aquitaine et engagerait sa responsabilité. Ainsi, le titulaire prend toute mesure et met en place toute procédure de nature à préserver la confidentialité des informations communiquées par la CCI Nouvelle-Aquitaine au cours de l'exécution du marché et des bons de commande pris sur son fondement.

19.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

La CCI Nouvelle-Aquitaine s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalé comme tel dans le cadre de l'exécution du marché, et à faire prendre le même engagement par son personnel affecté au marché.

20.Responsabilité

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations qui lui sont confiées sur le fondement du présent marché, ainsi que des préjudices consécutifs aux fautes, négligences, erreurs ou omissions qui lui sont imputables dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de tous dommages matériels et immatériels consécutifs, ou non, à un dommage matériel direct résultant de l'exécution et/ou de l'inexécution des obligations lui incombant au titre du marché qu'elles soient accomplies par lui-même, ou par toute personne physique ou morale agissant pour son compte.

21.Remise des attestations

Le titulaire déclare avoir remis à la CCI Nouvelle-Aquitaine préalablement à la signature du marché les pièces suivantes :

- 1) Une attestation de régularité fiscale attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondant aux impôts délivré par l'administration fiscale dont relève le titulaire ;
- 2) Une attestation de vigilance, datant de moins de six mois, délivrée par l'organisme de protection sociale chargée du recouvrement des cotisations et des contributions attestant que le titulaire s'est acquitté de ses obligations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, comprenant l'attestation de la régularité du titulaire au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- 3) Un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

- 4) Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail, établie à partir du registre unique du personnel et précisant pour chaque salarié :
 - a. Sa date d'embauche ;
 - b. Sa nationalité ;
 - c. Le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail
- 5) Si le candidat est en redressement judiciaire, la ou les copies des jugements prononcés à cet effet.

Le titulaire s'engage à remettre ces pièces tous les six mois jusqu'à son terme. A défaut de transmission de ces documents tous les six mois après la notification du marché, ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements transmis, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

22.Assurance

Le Titulaire est assuré en responsabilité civile exploitation et professionnelle pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être causés au pouvoir adjudicateur, à ses biens, son personnel ou à des tiers, lors de l'exécution des prestations prévues au présent marché. Le Titulaire doit justifier, pour lui-même et ses sous-traitants éventuels, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il dispose des contrats d'assurances appropriés, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie ainsi que les franchises. À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI Nouvelle-Aquitaine et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

23.Prolongation des délais d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution lorsque ce dernier, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, nécessite des moyens dont la mobilisation fait peser une charge manifestement excessive pour le titulaire. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par l'article 13 du CCAG PI.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du pouvoir adjudicateur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

24.Lutte contre la corruption

La CCI Nouvelle-Aquitaine est engagée dans la lutte contre toute forme d'atteinte à la probité. A ce titre, la CCI Nouvelle-Aquitaine porte une attention particulière à ce que toute personne ou société en relation avec la CCI Nouvelle-Aquitaine adhère aux mêmes principes et valeurs d'intégrité et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II), et d'une manière générale, tous principes généraux du droit international et toutes dispositions réglementaires et législatives équivalentes.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage fermement à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, fraude, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur.

Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans toute procédure pour des faits précités. Le titulaire garantit que ses sous-traitants éventuels, intervenant pour le compte du titulaire dans le cadre du présent contrat, respectent les dispositions du présent article.

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires et adaptées au regard de la taille et de la structure de son entreprise et s'engage à mettre en œuvre les mesures, procédures et codes de conduite destinés à prévenir et à détecter les risques d'atteinte à la probité, tant au sein de son organisation qu'à l'égard de ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement la CCI Nouvelle-Aquitaine de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance – prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour son compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

Tout manquement de la part du titulaire aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant la CCI Nouvelle-Aquitaine à résilier le présent contrat sans

préavis ni indemnité, et sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels la CCI Nouvelle-Aquitaine pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

25. Protection des données à caractère personnel

Les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et du Règlement Européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ainsi que toute évolution ultérieure de la réglementation qui pourrait survenir au cours de l'exécution du présent marché.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel, la responsabilité du titulaire peut être engagée notamment sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le titulaire en sa qualité de sous-traitant (au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur – Responsable de traitement – les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent marché qui constituent également les finalités du traitement : élaboration des comptes combinés de la CCI Nouvelle-Aquitaine et outil de consolidation groupe.

Description du traitement mis en œuvre

Catégories de personnes concernées :

- Personnel des CCI concerné par les prestations (Direction des affaires financières)
- Instance dirigeante des CCI
- Commissaires aux comptes
- Dirigeants d'entreprises

Catégories de données à caractère personnel concernées :

- Civilité
- Nom
- Prénom(s)
- CCI d'appartenance
- Données de connexion
- Adresse mail nominative professionnelle et/ou personnelle

Finalités du traitement :

- Elaboration des comptes combinés de la CCI Nouvelle-Aquitaine
- Outil de consolidation groupe

Base légale :

- le contrat – Marché n°2024-0902

Obligations du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur Responsable de traitement

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les Données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** décrites au sein du présent marché
- Ne communiquer les Données à aucun tiers (personne physique ou morale),
- Traiter les Données **conformément aux instructions** du Responsable de traitement,
- **Garantir la confidentialité** des Données traitées dans le cadre du présent marché,
- Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les Données** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
 - le Titulaire devra informer préalablement ses collaborateurs directs ou indirects (consultants, sous-traitants...) du caractère confidentiel des Données personnelles communiquées traitées et devra prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire, comme notamment leur dispenser la formation nécessaire en matière de protection des données,
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le Titulaire a la responsabilité d'assurer et de garantir la disponibilité, la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses installations tant physiques que logiques ainsi que des Données pour ses installations pendant la durée des prestations qu'il fournit et doit, à cet effet, mettre en œuvre toutes mesures de sécurité logiques et physiques applicables à ses installations ainsi que toutes mesures de traçabilité nécessaires au respect de cet engagement.

Le Titulaire garantit avoir mis en place pour ses installations et maintenir pendant toute la durée du marché :

- des contrôles d'accès à ses locaux hébergeant ses installations et les Données de façon à n'en autoriser l'accès qu'aux seules personnes autorisées ou accompagnées par du personnel autorisé,
- une gestion des mots de passe et une gestion de la confidentialité,
- et une protection antivirus.

Le Titulaire garantit que les Données qui pourraient être présentes sur ses installations ou auxquelles il pourrait accéder à partir de ses installations ou de celles de tiers qu'il utilise, seront localisées en France ou dans un pays membre de l'Union Européenne. Par ailleurs, le Titulaire s'interdit de procéder à tout acte pouvant être interprété comme un transfert de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne selon la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Exercice des droits des personnes concernées

Le Titulaire s'engage à aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées sur leurs Données : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique, à dpo@nouvelle-aquitaine.cci.fr

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à la CCI-Nouvelle-Aquitaine, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance en adressant un mail au DPO de la CCI-Nouvelle-Aquitaine dpo@nouvelle-aquitaine.cci.fr

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre l'ensemble des garanties et des moyens suffisants au respect de ses obligations en tant que sous-traitant, dans les conditions déterminées ci-après, au regard de la typologie des Données collectées.

A cet égard, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre des relations contractuelles entre les Parties, conformément au meilleur état de l'art et aux dispositions légales et réglementaires s'appliquant notamment aux Sous-traitants en matière de données personnelles.

Il s'engage à ne traiter les Données que dans le cadre strict de l'exécution du présent marché, et pour les finalités déterminées aux présentes, en dehors de toute autre utilisation.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité, de sauvegarde et de contrôle requis afin de protéger l'accès aux Données et de mettre en œuvre les contrôles nécessaires au maintien des niveaux de sécurités attendus, dans les conditions définies ci-après.

Le Titulaire a la responsabilité d'assurer et de garantir la disponibilité, la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses installations tant physiques que logiques ainsi que des Données et doit, à cet effet, mettre en œuvre toutes mesures de sécurité logiques et physiques applicables à ses installations ainsi que toutes mesures de traçabilité nécessaires au respect de cet engagement.

D'une manière générale, le Titulaire maintiendra et respectera les mesures de sécurité adéquates pour protéger les Données qu'il sera amené à traiter, contre toute destruction accidentelle ou illicite, ou perte accidentelle, dommages, altérations, divulgation ou accès non autorisé en particulier lorsque le traitement implique la transmission des données ou bases de données à travers un réseau, et contre toute autre forme de traitements illicites.

Le Titulaire déclare avoir pris toutes les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des Données, disposer d'un plan d'assurance sécurité et d'un plan d'assurance continuité.

Responsabilité

Le Titulaire sera tenu responsable des dommages survenus dans le cadre des traitements décrits au présent marché, dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les obligations qui lui incombent au titre de la législation en vigueur et/ou en cas d'agissements en dehors des instructions licites du pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur et le Titulaire sont reconnus responsables in solidum du dommage occasionné par le traitement, celui qui aurait indemnisé en totalité la ou les personnes concernées pourra réclamer auprès des autres responsables la part de la réparation correspondant à leur part de responsabilité dans le dommage.

Chaque Partie responsable s'engage à indemniser l'autre de toute plainte, procès ou action qui pourrait être intenté contre cette dernière pour inexécution de ses obligations au titre du présent article.

Les Parties demeureront tenues du paiement et de l'exécution des sanctions ou amendes prononcées à leur égard par une autorité de contrôle.

Sort des Données

Au plus tard dans les trente (30) jours à l'issue de la phase de réversibilité du marché, quelle qu'en soit la cause le Titulaire s'engage à restituer au responsable de traitement la totalité des Données qui sont traitées au titre du présent marché et à ne pas exercer de droit de rétention sur ces Données, pour quelque motif que ce soit. Les Données sont librement exportables par le pouvoir adjudicateur dans un format standard du marché (.xls, .csv, pdf, etc.) qui ne nécessite pas l'usage du Logiciel restreint pour pouvoir être réutilisées.

Cette restitution fait l'objet d'un procès-verbal de restitution signé entre les Parties.

Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable de traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Assistance et conseil

Le Titulaire s'engage à assister et conseiller le pouvoir adjudicateur (à l'exception de toute assistance juridique) pour répondre à toute demande d'information des autorités de contrôles de protection des

données à caractère personnel portant sur les Données pour lesquelles il assure des traitements et en particulier :

- si le pouvoir adjudicateur en fait la demande, durant le , à modifier ou supprimer, conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur, les Données à caractère personnel qui auraient pu lui être confiées à la suite, notamment, de l'exercice par une personne physique, de son droit d'accès, de suppression et de rectification, de sorte que les Données contenues dans les systèmes soient exactes et licites.
- assister le pouvoir adjudicateur pour fournir tout ce qui concerne l'identification, la localisation, la lisibilité et la disponibilité des Données et plus globalement les traitements réalisés y afférant sous la responsabilité du Titulaire, telles que demandées par l'autorité de contrôle,
- coopérer pleinement pour faciliter l'accès au pouvoir adjudicateur et à l'autorité de contrôle aux Données et autres données détenues par le Titulaire,
- assister le pouvoir adjudicateur dans la réalisation des études d'impact.

Le Titulaire avertira immédiatement et par tous moyens le pouvoir adjudicateur en cas de réception d'instructions qu'il estimerait contraires au RGPD ou à toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données.

Audit

Le pouvoir adjudicateur pourra réaliser des audits, directement ou par l'intermédiaire de tout prestataire externe indépendant, non concurrent direct du Titulaire, afin de s'assurer du respect des obligations du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur communiquera au Titulaire préalablement, et au moins dans les dix (15) jours ouvrés précédents, toute demande d'opération d'audit, les Données et ou traitements faisant l'objet de l'audit, la date de l'audit, la période au cours de laquelle l'audit interviendra, ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit. Le Titulaire ne pourra refuser sans les personnes désignées pour réaliser l'audit.

Le Titulaire collaborera de bonne foi avec l'auditeur et lui communiquera toutes informations ou documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et lui permettra d'accéder aux parties appropriées de tous sites, installations informatiques, outils, Données et moyens du Titulaire utilisés pour l'exécution du marché, y compris dans le cas où cet audit devrait s'exercer auprès de sous-traitant du Titulaire. Les procédures d'accès seront communiquées par le Titulaire au pouvoir adjudicateur qui devra les respecter. Les connexions logiques pour accéder aux Données seront réalisées par le Titulaire à la demande de l'auditeur.

Le rapport d'audit sera adressé gratuitement au Titulaire par les auditeurs, de telle sorte que celui-ci puisse formuler, dans un délai de vingt (20) jours ouvrés suivant la date de sa communication, toutes observations ou objections par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'auditeur et au pouvoir adjudicateur. Ce rapport d'audit est confidentiel selon les conditions de l'article "Confidentialité".

Au cas où le rapport d'audit ferait apparaître une contravention significative aux obligations du Titulaire visées par les présentes, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre à ses frais toutes les mesures correctives nécessaires dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la notification par le pouvoir adjudicateur.

En cas de contestations justifiées et motivées du rapport d'audit par le Titulaire, les Parties se rencontreront au cours d'un comité de suivi exceptionnel afin de constater les points demeurant en désaccord et s'efforceront d'y remédier. En cas de désaccord persistant ou de non-correction par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché de plein droit.

L'audit est effectué sans aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

26. Réversibilité

26.1 Réversibilité entrante

A compter de la date de notification du marché, il est mis en place une réversibilité entrante, c'est-à-dire une reprise des données historiques dans les conditions fixées au CCTP.

26.2 Réversibilité sortante

La réversibilité sortante désigne les opérations par lesquelles le pouvoir adjudicateur ou un tiers désigné reprend les prestations qui avaient été confiées au titulaire et qui arrivent à leur terme.

Au plus tard dans les trente (30) jours à l'issue du marché, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer les données existantes au pouvoir adjudicateur. Le Titulaire s'engage à restituer au responsable de traitement la totalité des données qui sont traitées au titre du présent marché et à ne pas exercer de droit de rétention sur ces données, pour quelque motif que ce soit. Les données sont librement exportables par le pouvoir adjudicateur dans un format standard du marché (.xls, .csv, pdf, etc.) qui ne nécessite pas l'usage du Logiciel restreint pour pouvoir être réutilisées.

De manière non limitative, la réversibilité comprendra, le cas échéant :

- La mise à disposition de fichiers suivant un ou plusieurs formats documentés et exploitables en dehors du service fourni par le titulaire ;
- La mise en place d'interfaces techniques permettant l'accès aux données suivant un schéma documenté et exploitable (API, format pivot, etc.).

27. Résiliation

La CCI Nouvelle-Aquitaine peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique et au chapitre 7 du CCAG TIC (articles 36 à 42).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera accordée au titulaire.

La décision de rejet et de résiliation n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque nature que ce soit ni à aucun dédommagement.

En complément des cas de résiliation susvisés, le marché sera résilié en cas d'atteinte du montant maximum du marché, sans que cela n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice du Titulaire et ce quand bien même, la durée initiale ou la période de reconduction ne serait arrivée à son terme. Dans cette hypothèse, les bons de commande en cours d'exécution pourront continuer à être exécutés jusqu'à leur terme.

La résiliation du marché pour quelque motif que ce soit entraînera la mise en œuvre de la réversibilité des données.

28.Demandes indemnitaires

Conformément à l'article 43.2 du CCAG PI, les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est communiqué dans un délai de deux mois à compter du jour où le différend est apparu, expose précisément les motifs du différend et indique, le cas échéant, pour chaque chef de constatation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Le mémoire justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

29.Juridiction compétente

Tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation ou les suites du marché est porté devant le Tribunal administratif de Bordeaux par la Partie la plus diligente.

Néanmoins, en vue de trouver en commun une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, les Parties conviennent de se réunir dans les 15 jours, à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par l'une des Parties à l'autre. Si au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette réunion, les Parties n'étaient pas parvenues à un compromis ou une solution, le litige serait alors du ressort du Tribunal administratif de Bordeaux.

30.Dérogations au CCAG PI

L'article 7 déroge à l'article 10 du CCAG PI.

L'article 8 déroge à l'article 10 du CCAG PI.

L'article 13.1 déroge à l'article 35 du CCAG PI.

L'article 15.2 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG PI.

L'article 15.2.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG PI.

L'article 15.4 déroge à l'article 14.2 du CCAG PI.

L'article 27 déroge à l'article 40 du CCAG PI.